

Langues et Langage

Volume 1 – N°1

Aspects de la variation linguistique au Maroc

Le patrimoine linguistique national Le cas du français

Abdelhak MOUNIR, Amina BIKICHE et Samira MOQRICHE

Edition électronique
ISSN : 2550-6498

Edition imprimée
Dépôt légal : 2017PE0076
ISSN : 2550-648X

Publications de la
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
et du
Centre Universitaire de Langues et Communication
Université Mohammed Premier Oujda, Maroc

Le patrimoine linguistique national : le cas du français

Abdelhak MOUNIR

Laboratoire VSD, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Université Ibn Zohr, Agadir

Amina BIKICHE

Laboratoire LARLANCO, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Université Ibn Zohr, Agadir

Samira MOQRICHE

Laboratoire LCCOM, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Université Mohammed Premier, Oujda

Résumé

Notre patrimoine linguistique national est constitué de l'arabe dialectal et des différents dialectes amazighs. La langue française est présente depuis plus d'un siècle dans notre pays. Passant par différents statuts (langue officielle, étrangère, seconde, etc.), elle a réussi à s'imposer et à se faire une place dans le paysage linguistique marocain. Cette donne peut-elle permettre au français de faire partie de ce patrimoine linguistique national ? Pourra-t-on aller jusqu'à l'assimiler, notamment, aux dialectes arabe et amazigh ? Quels sont, enfin, les faits qui plaident en sa faveur pour une telle place ?

Mots-clés

Patrimoine culturel et linguistique – plurilinguisme - langue maternelle - école - situation de communication

Abstract

Our national linguistic heritage consists of arabic dialect and different dialects related to amazigh. The french language has been present for more than a century in our country. Passing through different statutes (official language, foreign, second, etc.), it managed to impose and to find a place in the moroccan linguistic landscape. Can this fact enable french to claim to be considered as part of this national linguistic heritage? Can we go so far as to assimilate it, in particular, to the arabic and amazigh dialects? What, finally, are the facts that plead in his favor for such a place?

Keywords

Cultural and linguistic heritage - plurilingualism - mother tongue - school - communication situation

Introduction

« La langue est un élément profond de l'humanité et est essentielle pour l'expression et pour la transmission de génération en génération de nos identités culturelles, de nos histoires et de nos valeurs », a déclaré le Portugais José Felipe Morales Cabral, vice-président de l'Assemblée générale de l'ONU (Solym, 2008). Les langues sont plus qu'un simple moyen de communication. C'est un outil d'échange et de transmission de savoirs et de cultures.

Au Maroc, plusieurs langues et variétés linguistiques partagent la scène linguistique nationale. Ces langues sont l'arabe standard, l'arabe marocain ou *darja*, l'amazigh, le français, l'anglais et l'espagnol. Rappelons qu'« elles ne sont pas en usage ou reconnues par les institutions de manière équivalente » (Ziamari et De Ruiter, 2015).

Lorsque l'on parle de patrimoine linguistique, les langues amazighe et arabe sont les mieux placées pour en faire partie. Au fil des siècles et des événements, ces deux langues ont accompagné tout ce qui a fait l'histoire et la culture du Maroc. Elles sont une partie de cet ensemble des biens, matériels ou immatériels, ayant une importance artistique et/ou historique certaine pour ceux ou celles qui ont habité ce pays et qui ont participé, de loin ou de près, à son évolution à travers les temps.

La langue française est au Maroc depuis plus d'un siècle. Langue du colonisateur, elle fut imposée aux marocains comme langue officielle jusqu'à l'indépendance où elle fut détrônée au profit de la langue arabe devenue langue officielle du pays. Quel usage et quel statut pour la langue française ? Est-elle assez ancrée dans la réalité marocaine pour « la rapprocher » de ce patrimoine linguistique national ?

1. Le plurilinguisme au Maroc

Le Maroc se caractérise par une situation linguistique marquée par une mosaïque multiculturelle. Il s'agit d'un brassage de langues nationales et de langues étrangères. La coexistence de ces langues a permis aux marocains, au fil des années, de s'en servir pour communiquer et donner naissance à de nouvelles variétés et mélanges :

L'interaction entre ces différentes langues donne lieu, selon les usagers, à des pratiques diverses parmi lesquelles on distingue : le monolinguisme, le

bilinguisme, le trilinguisme et le quadrilinguisme. Une interaction certes riche, mais qui renvoie à une réalité complexe. (Majdi, 2009, p. 151)

La particularité de ce plurilinguisme est de permettre aux marocains de disposer de plus d'une langue et variété pour s'exprimer. Toutefois, le choix de telle langue ou telle variété est généralement tributaire des conditions sociales ainsi que des lois qui régissent le marché linguistique. En effet, la maîtrise de plus d'une langue varie selon les individus, leur niveau culturel et intellectuel, leur appartenance sociale et économique, etc. Ainsi, les pratiques linguistiques sont plus importantes et plus variées dans certaines classes sociales que d'autres. Ainsi, « une sorte de monolinguisme (berbère/arabe dialectal), pratiqué surtout par des femmes, de jeunes enfants et des vieux n'ayant jamais résidé dans un milieu urbain ou n'ont pas eu la chance d'être scolarisés » (Majdi, 2009, p. 151).

Les comportements des marocains lors de leur prise de parole font que l'on se retrouve dans des situations de diglossie, de bilinguisme ou, enfin, de plurilinguisme. Les situations de communication sont généralement décisives en matière de choix de la pratique linguistique à suivre.

Ces dernières années, le Maroc a opéré un changement dans sa politique linguistique. Le référendum de juillet 2011 a permis d'approuver une nouvelle Constitution. Cette dernière a donné lieu à une révision du statut des langues dans notre pays, notamment l'amazigh qui a vu son statut prendre une nouvelle tournure en matière de reconnaissance sur le plan officiel.

L'arabe demeure la langue officielle de l'Etat. L'Etat œuvre à la protection et au développement de la langue arabe, ainsi qu'à la promotion de son utilisation. De même, l'amazigh constitue une langue officielle de l'Etat, en tant que patrimoine commun à tous les Marocains sans exception (extrait de l'article 5). (Ziamari et De Ruiter, 2015)

Pour Karima Ziamari et Jan Jaap De Ruiter, cette officialisation ne les situe pas au même niveau. En effet,

L'arabe est "la" langue officielle, tandis que l'amazigh est "une" langue officielle. D'autant plus que le terme "patrimoine" relève du registre symbolique. L'amazigh est figé dans l'idée d'un héritage que partagent les Marocains. (Ibid)

Cette démarche devait être encore concrétisée par l'adoption d'une loi organique. La loi définit notamment l'emploi de la langue amazighe dans l'administration, les collectivités territoriales et les services publics,

l'enseignement, l'information, la communication et la création culturelle et artistique. L'une des conséquences les plus notables de son officialisation a été l'apparition de l'alphabet tifinagh à côté de l'arabe et du français.

Parmi les autres points concernant l'aspect linguistique et évoqués par le texte de la nouvelle constitution, il y a celui des variétés en usage et notamment le *hassani*, langue parlée au sud du Maroc. L'arabe dialectal n'a pas été omis puisque dans la Constitution, il a été question de « la reconnaissance, aussi minime soit-elle, de certaines langues vernaculaires ou maternelles, ce qu'aucune autre Constitution n'avait fait auparavant, même si elle ne nomme pas explicitement la darija. » (Ibid).

Un autre point souligné par la nouvelle constitution est son positionnement par rapport, entre autres, aux langues dites étrangères. L'Etat, tout en proposant une politique linguistique qui répond et exprime les identités et cultures du pays, devra œuvrer aussi dans l'amélioration de « l'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères les plus utilisées dans le monde [...] (extrait de l'article 5) » (Benitez et al. 2013, p. 24).

Tout l'intérêt de cette nouvelle Constitution réside dans son approche globale de la situation linguistique nationale. Le Maroc, par cette nouvelle constitution, confirme par cette reconnaissance la diversité linguistique et culturelle qui caractérise ses différentes composantes.

2. Qu'en est-il du français ?

Le français durant toute la période coloniale était considéré comme langue officielle du colon. Sa propagation s'est faite à travers les contacts avec la population locale (commerce, affaires administratives, domestiques, etc.) et par l'école. L'enseignement dispensé dans sa totalité en français, lui a permis de conforter sa position en tant que langue officielle.

Après l'indépendance, le Maroc s'est engagé dans une politique de récupération de tout ce qui a été mis à l'écart pendant la période coloniale. Parmi les décisions prises dans ce sens, nous notons, entre autres, la mise en place d'une politique linguistique dite « arabisation ».

L'arabisation est cette politique engagée par l'Etat qui, pour des motivations identitaires, vise à permettre à l'arabe de remplir pleinement son rôle de langue officielle. Sa mise en application lui a valu d'être revisitée et reformée pour la réajuster et faire en sorte qu'elle soit plus appropriée dans sa conception mais, aussi, dans sa réalisation pour mieux accompagner l'évolution du pays et de sa population. Elle est supposée

établir une certaine égalité de chance pour les élèves fréquentant le système scolaire national et permettre une meilleure acquisition du savoir dispensé. Pourtant, après plus de trente années de son application, l'arabisation semble s'écarter de ses objectifs de départ et n'est plus que l'ombre d'elle-même. C'est l'échec total que cela soit dans sa conception ou dans toutes les réformes qui ont visé sa remise en forme. Moulay Ismail Alaoui, ancien ministre en charge de l'Education Nationale dans le gouvernement d'Abderrahman El-Youssoufi du 14 mars 1998 au 6 septembre 2000, (en réponse à la question : « En parlant de bêtise, l'arabisation, en était-ce une selon vous ? ») estime que « l'arabisation, telle qu'elle a été réalisée, oui indéniablement » (Nazih, 2015).

C'est dans le domaine de l'enseignement que sa pratique a fait couler beaucoup d'encre et a suscité de nombreuses réactions qui sont pour le moins qu'on puisse dire défavorables à sa continuité et à son maintien.

Plus d'une trentaine de ministres se sont succédé à la tête de l'Education Nationale, sans qu'aucun d'eux ne soit jugé sur son bilan. Des projets sont également menés sans que les résultats ne fassent l'objet d'évaluation. (Ibid)

Le journal *l'Economiste* a titré son supplément du 23 février 2016 : « Arabisation, la grande chimère » (Ibid). Dans l'article consacré à ce sujet, A. Nazih expose les résultats d'un travail de recherche commun entre l'Université de Mohammed V et celle de l'Alabama portant sur l'arabisation et essentiellement sur l'enseignement des sciences. L'étude a concerné un échantillon représentatif d'enseignants et élèves appartenant au privé et au public. Elle s'est étalée sur une période de 8 mois (entre avril et décembre 2015).

Les résultats sont édifiants. Ils confirment « L'échec patent de la politique d'arabisation (...) absence d'un travail d'adaptation terminologique aux sciences, non adhésion des universités ... » (Ibid). Autre constat dégagé par cette étude, c'est l'annonce faite au sujet de leur niveau de compétence en langue arabe. Prés de la moitié des élèves le trouve moyen, et pratiquement le quart le juge faible. Une grande partie de ces élèves et notamment ceux du privé semblent moins préoccupés par leur faible maîtrise de la langue arabe. Et pour cause, comme le précise un élève du privé « je n'en aurai pas besoin après le baccalauréat, pourquoi donc devrais-je m'évertuer à l'apprendre » (Nazih, 2016, p. 10).

L'arabisation est mise en pratique pour limiter, entre autres, la propagation du français. Mais vu le constat fait ici et là, cette politique est aujourd'hui un facteur qui repositionne positivement cette dernière sur la

scène linguistique nationale et la confirme comme langue de réussite sociale et professionnelle.

Apparemment, tout ce qui fait l'échec de l'arabisation constitue, en parallèle, une raison de plus dans la revalorisation du français. C'est le cas, par exemple, de cette absence de continuité dans l'application de l'arabisation dans le supérieur. En effet, sa mise en pratique dans le domaine de l'enseignement n'a concerné que le primaire, le collège et le lycée. Cette manière de faire a beaucoup nui à la langue arabe et a dévalorisé son statut auprès des élèves mais, aussi, des parents qui la voient comme un frein à une possible ascension de leurs enfants dans l'échelle professionnelle et, par là, sociale. Cette perception des choses est d'autant plus vraie lorsque l'on se rend compte que toutes les formations et filières scientifiques, technologiques, etc., se font en français. Les décideurs font de la politique d'arabisation pour faire de « l'arabe un sous-produit culturel, un ersatz de formation, juste bon pour l'alphabétisation des masses et l'octroi d'une qualification subalterne. La maîtrise des langues étrangères, particulièrement le français et l'anglais, étant toujours le passeport vers une formation supérieure et un formidable faire-valoir professionnel et social. » (Mansour, 1999).

3. Le français et le patrimoine linguistique national

Le français ne peut prétendre se comparer à l'arabe et à l'amazigh qui sont les langues maternelles des marocains et qui constituent par excellence le patrimoine linguistique national. Pourtant, il y a certains indices qui poussent à relativiser cette idée et à reconsidérer cette vision des choses. Nous allons examiner certains domaines où le français peut se permettre d'être « l'équivalent » de l'arabe dialectal et de l'amazigh.

3.1 L'enseignement préscolaire

L'enseignement préscolaire n'est plus seulement une étape passagère qui aurait comme objectif de familiariser l'enfant au cadre scolaire et de le préparer par une « petite formation » faite dans les manières les plus simples. Au contraire, elle est aujourd'hui plus qu'une modeste inscription. C'est une phase décisive quant à son orientation et la préparation de son avenir. Le type d'établissement, la nature de l'enseignement qui y est donné, la langue de communication avec les enfants, le coût mensuel, etc., sont autant de critères qui, à chaque rentrée scolaire, s'imposent aux parents lorsqu'il s'agit d'inscrire leurs enfants dans un établissement préscolaire.

Les écoles maternelles privées bénéficient de beaucoup plus de

liberté, puisqu'il n'existe pas ou pas encore de programmes officiels pour l'enseignement préscolaire. Les écoles ont dès lors toute latitude pour fixer les règles d'usage des langues qui leur sont propres. Le français est évidemment privilégié afin que les enfants de 4 à 6 ans soient en immersion. Il n'est pas rare que les enseignants expliquent que le recours à l'arabe en classe est, sinon interdit, du moins activement découragé. Pour Houdaifa,

Les obstacles à la réussite scolaire commencent très tôt, bien avant l'école. Mieux, les compétences en matière de langues vont de pair avec une préscolarisation précoce et de qualité. Idem pour le bilinguisme : plus tôt un enfant sera exposé à plusieurs langues, meilleur sera son apprentissage. (2011, p ; 9).

Et d'ajouter « plus on passe de temps dans le préscolaire de qualité, plus l'enfant a de chance de réussir son parcours scolaire et académique » (Ibid).

Pour certains parents, l'enseignement préscolaire relevant des missions étrangères au Maroc, est un choix qui marque et les conforte dans leurs appartenances sociales et leur réussite professionnelle. C'est une certaine image sociale qu'on cherche à maintenir et à faire valoir. Défendre cette image peut aller parfois jusqu'à l'acharnement. C'est le cas des parents qui cherchent à mettre leurs petits dans le préscolaire relevant du système français comme le signale Mouna Azzeddine dans *Famille actuelle* : « l'acharnement de certains parents marocains à voir leurs enfants réussir au test d'entrée à la Mission française est souvent sans commune mesure » (2004, p. 60). Il faut dire qu'inscrire ses enfants à l'école maternelle de la Mission est un vœu que beaucoup de parents cherchent à réaliser. C'est pourquoi certains d'entre eux n'hésitent pas à inscrire leurs petits dans des jardins d'enfants qui, en plus de l'apprentissage normal, les préparent au test de la mission française. D'autres parents engagent une éducatrice spécialisée dans la préparation des petits pour ce genre de « concours ».

Pourquoi il y a test, justement ? Michel Pur, coordinateur des établissements français au Maroc, nous apprend qu'« actuellement 20000 élèves sont inscrits dans les établissements d'enseignement français au Maroc ; la capacité d'accueil de ces établissements est fixée, nous ne pouvons en aucun cas l'augmenter ». (Ibid)

Faire subir à ses enfants ce test répond chez les parents à un besoin de leur permettre de bien asseoir les bases d'une réussite de leur parcours scolaire et professionnel. Mais au-delà de ces raisons, c'est une autre langue, différente de l'arabe dialectal ou de l'amazigh, qui intervient

dans l'éducation de ces petits et qui devient au fil de leur apprentissage à ce stade de l'enseignement leur « langue maternelle ». A l'intérieur ou à l'extérieur de la maison, elle est la langue de communication et les parents l'utilisent le plus possible pour permettre à leurs enfants de s'y « familiariser » et de s'y identifier.

Le français n'est plus une simple langue d'enseignement, outil de transmission d'un savoir mais il est en train de se doter d'une tout autre identité linguistique dans laquelle se reconnaissent et se retrouvent certains groupes sociaux bien situés sur l'échelle sociale marocaine. Si les petits enfants s'y mettent et que toute une pratique de cette langue se fait dans la quasi-totalité des lieux et situations du quotidien par l'ensemble des membres de la famille, cela témoigne d'une nouvelle réalité linguistique, qui même limitée comme certains aimeraient le faire croire et qui, au fil des années, s'installe et s'amplifie vu qu'elle n'est plus réservée aux classes sociales dites hautes mais aussi à celles moyennes.

Il est vrai que l'on est ici à un certain niveau social bien défini et que le contexte matériel et intellectuel de la famille est décisif pour garder un certain train de vie et permettre aux enfants d'aller jusqu'au bout dans leur apprentissage et leur maîtrise du français. Il va de soi que le parcours scolaire se poursuivra dans cette langue et sera couronné par des études supérieures qui donneront accès à une situation professionnelle bien préparée. Ce français qui prend une place prépondérante dans l'ensemble de la communication quotidienne de ces enfants que cela soit à la maison, à l'école ou à la rue et qui va par la suite les accompagner jusqu'à ce qu'ils se trouvent en situation professionnelle, peut-il rester seulement confiner dans un statut qui ne lui correspond pas ? N'est-il pas plus qu'une langue à statut « étranger », « secondaire », etc. ?

3.2 L'économie, la communication...

Aujourd'hui au Maroc, nombreux sont les secteurs qui utilisent le français. L'économie, les médias, le commerce, les communications avec l'étranger, etc., sont dans une large mesure dominés par l'usage du français.

L'essentiel pour nous ici, c'est de rappeler combien le recours à cette langue dans certains domaines de la vie active de notre pays, notamment ceux tournés vers la modernité, les sciences et les technologies, est entré dans cet habitus linguistique de certains marocains. L'absence de l'arabe standard ne choque plus. Les formations, les séminaires, les conférences, les correspondances entre services ou ministères que cela soit avec l'étranger ou au Maroc, qui se font en

français, semblent faire partie de ces utilisations que permet la présence de plusieurs langues.

Pour ce qui est de la vie de tous les jours du citoyen, le fait de remplir des formulaires, de recevoir des factures de téléphone, d'électricité (où parfois tout est écrit en français), etc., d'écrire des demandes en français, de s'en servir pour communiquer au sein d'une administration qu'elle soit privée ou publique, est partie intégrante de ces comportements que l'on fait machinalement dans cette langue pour accomplir une démarche administrative sans pour autant se poser la question : pourquoi en français (seul ou mélangé à l'arabe ou à l'amazigh) et non pas en arabe ?

C'est là l'un des avantages du plurilinguisme : les langues en présence se partagent les tâches. L'inconvénient, c'est que celles qui sont mal positionnées ou remplissant des fonctions subalternes, sont souvent mal classées voire marginalisées. Ce constat entre dans une sorte de compromis qui, à travers le temps, s'est ancré dans la réalité des usages pour n'être considéré que comme un acte s'inscrivant dans les utilisations quotidiennes des langues en présence sur la scène linguistique de notre pays.

Les locuteurs ne se font plus juger sur le recours à telle ou telle pratique de telle ou telle langue (il en est de même des possibles mélanges entre les différentes langues) puisqu'en fin de compte, c'est ce qu'on en fait qui prime. Les langues, les variétés et les mélanges ne sont en fait, dans une situation plurilingue, que pour permettre à ces locuteurs de communiquer et d'en faire usage dans les différents contextes et lieux où ils auront à évoluer et à prendre la parole.

3.3 Les usages

Dans la vie de tous les jours, le français est présent dans les communications faites par les marocains. Sa pratique est subordonnée à l'appartenance sociale des individus, leur niveau intellectuel, leur profession, etc. Plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus cet usage prend de l'ampleur. Nous ne parlons plus de mots ou de quelques phrases mais de prises de parole où le français est quasiment langue exclusive de communication. Les situations peuvent changer et se multiplier mais le recours au français reste le même chez ces locuteurs.

Cela ne surprend plus et ne choque plus. La situation plurilingue permet de manière officielle ou officieuse une répartition des tâches entre les langues et une pratique qui varie selon les individus. Dans le cas contraire, ce sont les langues maternelles qui dominent.

Une autre remarque mérite d'être faite : les marocains utilisent parfois des mots de la langue française sans les « marocaniser » ou les arabiser, par exemple : en panne possible, administration, ordinateur, tablette, mode..., alors que d'autres subissent ou passent par le processus d'arabisation ou de marocanisation. C'est le cas de : *tchiyek* (vient de chic), *chargi* (charger)...

Conclusion

Le français ne peut égaler ou remplacer l'arabe et l'amazigh qui sont, encore une fois, par excellence, les langues du patrimoine linguistique national. Cependant, des faits semblent prétendre le contraire et replacent le français dans une position très proche de celle accordée à ces deux langues. Il est vrai que des considérations sociales, matérielles et professionnelles bien définies confortent cette idée et ne permettent pas d'en faire une règle. Toutefois, les faits sont là et si les langues renvoient, chacune d'elles, à des rôles bien précis, il est, donc, tout à fait normal que le français se voie attribuer les services des catégories les mieux placées socialement.

Il y a plus d'un siècle que le français est présent au Maroc. Fouzia Benzakour trouve qu'il s'est « enraciné dans toute la société marocaine, mais souvent décrié et dont le statut, d'abord ambigu, va évoluer au fil des ans et des événements politico-linguistiques » (Benzakour, 2007).

Ayant fait l'objet depuis l'indépendance de toute une batterie de décisions et initiatives pour limiter au maximum son intervention dans la vie quotidienne des marocains et ce à tous les niveaux administratifs, éducatifs, intellectuels, etc., le français reste une langue plus présente et de plus en plus utilisée. La politique d'arabisation n'a fait que valoriser davantage son positionnement sur l'échiquier linguistique national. « En fait, le français, loin de disparaître, s'enracine au fil des ans dans la société marocaine mais sous un continuum de variétés diversement vécues » (Ibid).

Fait-il partie du patrimoine linguistique national ? La réponse à cette question est à chercher du côté du positionnement social, intellectuel et professionnel de chacun de nous.

Références bibliographiques

Azzeddine, M. (2004). Jardins d'enfants. L'école avant l'école, guide des parents, *Famille Actuelle*, 36, 60.

Benitez, F. et al. (2013). *Evolution des pratiques et représentations langagières dans le Maroc du XXI^e siècle. (Volume 2).* Paris : L'Harmattan.

Benzakour, F. (2007). Langue française et langues locales en terre marocaine : rapports de force et reconstructions identitaires. Sur : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2007-3-page-45.htm>.

Houdaifa, H. (2011). Crèche à 150 DH, crèches à 1500 ...le miroir des inégalités sociales. *La vie Eco*, 11/11/2011.9.

Majdi, T. (2009). **Interculturalité et aménagement linguistique au Maroc, Synergies Algérie, 8, 149-157.**

Nazih, A. (2016). Apprentissage des langues. Arabisation la grande chimère. *Supplément de l'Economiste*, 4714, mardi 23 février 2016, 10.

Nazih, A. (2015). Nous sommes dans une terrible impasse !. **www.leconomiste.com**, 4499, 20 avril 2015.

Nazih, A. (2015). Ecole publique : tais-toi et récite. *Supplément de l'Economiste*, 4484, mardi 17 mars 2015, 15.

Solym, **C.** (2008). ONU : défendre et protéger le patrimoine linguistique mondial. Sur : www.actualitte.com

Ziamari, K. et De Ruiter, J.J. (2015). Les langues au Maroc : réalités, changements et évolutions linguistiques. 441-462, sur : <http://books.openedition.org/cjb/1068>